

RAWAFID

Numéro 7, 2002

Revue de l'Institut Supérieur d'Histoire du Mouvement National □

Dossier/ Le rôle du mouvement étudiantin dans la lutte nationale.

♦ **Mokhtar AYACHI**, Contexte de la fondation de l'U.G.E.T ♦ **Abdeljalil BOUGUERRA**, Contribution de l'U.G.E.T. à l'édification de l'Etat de l'indépendance ♦ **Hamed ZGHAL**, Contribution de l'U.G.E.T. à la lutte anticoloniale pendant les années 1952-1955 ♦ **Khaled ABID**, Biographie de Mohamed Dahmani Hamza : un martyr zaytounien.

Etudes

♦ **Mohamed Lazhar GHARBI** : Les crises économiques au Maghreb de la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle ♦ **Chokri BEN FRADJ** : Nationalistes algériens et communistes français, dans la France du Front Populaire (1934-1938) ♦ **Jamel ZRAN** : Aux sources de l'édition arabophone en Tunisie ♦ **Adnen MANSAR** : Entre réformisme et loyalisme : le cas M'Hamed Belkhodja (1868-1943) ♦ **Samir BACCOUCHE** : Les travailleurs tunisiens en France pendant la Première Guerre mondiale, émigrés ou exilés ? ♦ **Latifa LAKHDAR** : Femmes suspectes ♦ **Amira ALEYA-SGAHIER** : Biographies de certains dirigeants syndicalistes ♦ **Abdelhamid HELLALI** : L'Affaire Magneval (1922).

Document

♦ Rapport de la commission IV de l'U.G.E.T au congrès de 1953.

RAWAFID

Numéro 7. 2002

SOMMAIRE

Etudes

Mohamed Lazhar GHARBI: Les crises économiques au Maghreb de la deuxième moitié du XIXème siècle:	7
Chokri Ben Fradj : Nationalistes algériens et communistes français, dans la France du Front Populaire (1934-1938).....	25
Jamel ZRAN: Aux sources de l'édition arabophone en Tunisie :.....	55
Adnen MANSAR: Entre réformisme et loyalisme: le cas M'hamed Belkhodja (1868-1943).....	65
Samir Baccouche: Les travailleurs tunisiens en France pendant la Première Guerre mondiale, émigrés ou exilés ?.....	103
Latifa Lakhdar : Femmes suspectes :.....	121
Amira ALEYA-SGHAIER : Biographies de certains dirigeants syndicalistes*.....	7
Abdelhamid HELLALI, L'Affaire Magneval (1922)*	41

Comptes rendus

Colloques.....	135
Publications.....	141

Dossier : Le rôle du mouvement étudiantin dans la lutte nationale.

Mokhtar AYACHI , Contexte de la fondation de l'U.G.E.T.*	83
Abdeljalil BOUGUERRA, Contribution de l'U.G.E.T. à l'édification de l'Etat de l'indépendance *.....	93
Hamed ZGHAL, Contribution de l'U.G.E.T à la lutte anticoloniale pendant les années 1952-1955*	101
Khaled ABID, Biographie de Mohamed Dahmani Hamza : un martyr zaytounien*.....	113

Document

Rapport de la commission IV de l'U.G.E.T au congrès de 1953.....	147
--	-----

* Cf. partie arabe.

Entre réformisme et loyalisme
Le cas M'hamed Belkhodja(1868-1943)
Biographie critique¹

Adnen Mansar.
Faculté des lettres et des sciences
humaines de Sousse.

Introduction

Cette étude et les questionnements auxquels elle donne lieu est l'aboutissement d'un processus de recherche sur les comportements individuels face au pouvoir sous un régime d'hégémonie étrangère. Certes, ces comportements diffèrent selon la nature du régime en question et les ouvertures qu'il pourrait pratiquer en direction de certaines catégories de la société dominée, mais les stratégies individuelles restent primordiales dans la détermination du comportement adopté par les individus en question. Nous l'avons vérifié à partir d'un cas bien précis, celui de Mohamed Zouari, exemple original d'un caïd très imbu de sa mission d'autorité mais en même temps très dépendant du contrôle qu'exerçait sur lui les fonctionnaires français². M'hamed Belkhodja présente une spécificité autre. Alors que le premier a été

¹ - La première mouture de ce travail a été présentée au séminaire organisé par la Fondation Européenne des Sciences et la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Tunis qui s'est tenu à Hammamet les 4, 5 et 6 mai 2000 autour du thème : « *L'individu et ses rapports au pouvoir dans les sociétés musulmanes de la Méditerranée* ». Depuis, j'ai réexaminé la question à la lumière des critiques qui m'ont été faites. Des remarques qui au début me parurent relever d'un malentendu, se sont au fur et à mesure avérées des plus perspicaces. J'espère que les professeurs Mohamed Hédi Chérif et Abdelhamid Hénia ainsi que tous les autres y trouveront l'écho de leurs critiques.

souvent un agent d'exécution d'une politique décidée en haut lieu, le concours du second a toujours été indispensable à une certaine politique indigène inaugurée au début du protectorat par Bernard Roy. Plus qu'une simple pièce d'un mécanisme complexe, Belkhodja en a souvent permis la lubrification et donc le bon fonctionnement. Loin de nous de juger son comportement politique, il s'agit surtout de comprendre les raisons qui ont déterminé ce comportement, d'en déchiffrer les significations pour, en fin de compte, comprendre sa stratégie face au pouvoir et le sens profond du loyalisme qu'il n'a cessé de témoigner au régime en place.

Nous allons étudier ce cas en privilégiant l'aspect biographique. Est-il besoin d'insister sur l'apport des études biographiques à la recherche historique et leur retour en force ces derniers temps³ ? le renouveau de la recherche sur des problématiques qu'on croyait épuisées et qui se manifeste par le retour sur scène de l'individu devrait nous inciter à renouveler nos problématiques et à replacer l'individu au centre de nos préoccupations.

Une question : pourquoi M'hamed Belkhodja ? quelle particularité offre-t-il à l'historien de la période coloniale ou à l'historien tout court ?

Un premier élément de réponse qui pourrait légitimer ce choix réside dans la spécificité de son parcours politique qui, ajouté à ses origines sociales et à une formation intellectuelle à la fois traditionnelle et moderne, fait de lui un homme à la croisée des chemins et un acteur politique qui tire sa légitimité d'une double appartenance à l'élite intellectuelle moderne réformatrice (*nokhba*) et à l'élite traditionnelle conservatrice (*khassa*)⁴.

² - Adnen Mansar, « Pouvoir caïdal et régime colonial en Tunisie dans l'entre-deux-guerres : le cas Zouari », dans *Rawafid*, N° 5, 1999-2000, p.p. 41-76.

³ - Cf. à propos de l'évolution de cette question et de la place qu'occupe la biographie dans la recherche historique l'article de Gilles Candar : « Le statut de la biographie : *essai de chronologie* », dans *Correspondances*, N° 61, mai-juin-juillet 2001.

⁴ - Ceci pose pour nous un problème de méthode, car s'il est vrai qu'il s'agit d'une approche critique de l'expérience intellectuelle et politique de ce personnage, il est aussi question d'une étude biographique. Or ayant toujours appartenu à deux univers culturels en même temps, nous avons trouvé qu'il est méthodologiquement impossible de traiter de chaque volet de sa carrière intellectuelle ou politique séparément des autres. Le plan que nous avons établi nous permettra, et c'est là notre principal souci, de mettre en relief les antagonismes de sa formation intellectuelle et les contradictions de sa carrière politico-administrative qui ont déterminé sa stratégie face au pouvoir, qu'il soit réel ou symbolique.

I - Dans la mouvance réformiste

1 - « L'intellectuel organique » : une activité associative débordante

Bien que le fondateur de la famille Belkhodja soit venu dans la Régence pour exercer la fonction de *khuja*, littéralement secrétaire⁵, on présente souvent cette famille comme ayant intégré tardivement le makhzen. La famille Belkhodja est, comme les Beïram, venue de l'Orient, sans que l'on sache exactement à qu'elle date, mais comptait déjà aux XIXème et XXème siècles de nombreux *ulémas* hanéfites. C'est cette reconversion dans la filière de la science religieuse qui fit la notoriété de la famille. Toutefois, une branche des Belkhodja conserva ses attaches avec le makhzen; c'est notamment le cas de Béchir Belkhodja qui fut - comme son fils M'hamed se plaisait à le répéter par la suite - « secrétaire de Son Altesse », fonction qu'il assurait en 1881 et qui lui permettra d'être un témoin privilégié de la signature par Sadiq Bey du traité du Bardo. A la même époque son frère Ahmed Belkhodja était *Cheikh el Islam* ce qui nous porte à croire que la famille assumait parfaitement les deux activités et que sacré et profane n'étaient pas forcément incompatibles.

Il ne semble pas qu'il y eut rupture dans ce comportement avec l'établissement du protectorat. Au contraire, on assiste à une reconversion réussie dans la fonction publique d'un membre de la famille appartenant, de par sa formation intellectuelle, à deux univers plus contradictoires que complémentaires⁶ : il s'agit de M'hamed Belkhodja.

⁵ Ibn Abi Diyaf, *Chronique des rois de Tunis et du pacte fondamental*, chapitres IV et V, édition critique et traduction d'André Raymond, vol. II, IRMC- ISHMN-ALIF, Tunis 1994, p.137.

⁶ Mohamed El Aziz Ben Achour, reprenant Henry de Montéty (*Enquête sur les vieilles familles et les nouvelles élites en Tunisie*, 1939, p.45) parle de M'hamed Belkhodja à la fois comme agent de la *fonction publique* (« lui-même fils de fonctionnaire ») et « figure marquante du *makhzen* tunisien de la première moitié du XXème siècle » (Mohamed El Aziz Ben Achour: *Catégories de la Société tunisoise dans la deuxième moitié du XIXème siècle*, INAA, Tunis, 1989, p.p. 185-186). Il s'agit pour nous non d'un seul mais de deux mondes différents, l'un réel, l'autre presque fictif; le « mérite » de M'hamed Belkhodja est celui d'avoir appartenu aux deux et d'avoir pu gérer leurs contradictions. Nous y reviendrons.

Il est à noter que la famille Belkhodja fut parmi celles qui s'empressèrent d'envoyer quelques-uns de leurs enfants⁷ au collège Sadiki quand celui-ci fut fondé par Khéreddine . Cette attitude des Belkhodja est interprétée par Sadok Zmerli comme un comportement attentiste⁸ ; selon lui, les Belkhodja -qui d'emblée font partie de la fraction la plus conservatrice du monde beldi- auraient, désireux qu'ils étaient de s'attirer les bonnes grâces du pouvoir, « vite compris » les intentions du ministre réformateur Khéreddine et sa « résolution à doter le pays d'un ensemble de réformes de structure dont ils ne comprenaient peut-être pas l'opportunité et qui les effrayaient sans doute un peu », et par conséquent ne firent pas opposition au projet dont le but déclaré était de fournir au pays, par le biais d'un enseignement moderne, des cadres dont il avait un si grand besoin⁹. Mais cet opportunisme prendra plus tard la forme d'un comportement d'avant-garde qui va permettre à la famille Belkhodja d'intégrer les nouveaux cadres de la société, à savoir la fonction publique, et à M'hamed Belkhodja de faire une brillante carrière dans l'administration.

M'hamed Belkhodja semble avoir fait partie des toutes premières promotions de Sadiki¹⁰, de cette génération qui a connu Khéreddine et qui a dû subir son influence. Or, de par son appartenance sociale à une famille de *Ilm*, il eut droit à une solide formation classique qui lui permettra de naviguer aisément entre les deux mondes, ceux de la tradition et de la modernité. « Intellectuel traditionnel », « intellectuel organique », il n'est pas aisé de classer M'hamed Belkhodja qui défend, dans ses écrits le schéma d'une société traditionnelle, hiérarchisée et patriarcale, mais qui s'engage dans un vaste mouvement réformiste en opposition presque totale avec ce schéma.

⁷ - En effet, le « livre d'or » de Sadiki, établi par Ahmed Abdessalam nous renseigne sur l'importance relative de ce mouvement : nous avons déjà un Belkhodja inscrit en 1875, date de la fondation du collège, un en 1878, deux en 1880, trois en 1883, puis, curieusement, ce nom disparaît complètement jusqu'en 1912 et de 1914 à 1946 seulement 7 inscrits. Ahmed Abdessalam, *Sadiki et les sadikiens 1875-1975*, Cérès productions, Tunis 1975, Annexe II.

⁸ - Zmerli (*Figures tunisiennes*, textes réunis et établis par Hamadi Sahli, Dar Al-Gharb Al-Islami, Beirut, 1993) ne fait pas ainsi de différence entre les Belkhodja et les autres familles de tendance conservatrice. Or nous savons maintenant, statistiques à l'appui, que les Belkhodja furent les plus motivés de cette fraction de la société beldi. Les Baïram par exemple, pourtant appartenant au même univers ethno-socio-culturel, ont été plus réticents, n'envoyant à Sadiki que deux des leurs dans la période allant de 1875 à 1946 (1 en 1875, 1 en 1880). Cf. *Sadiki et les sadikiens...Op. cit.*

⁹ - *Figures tunisiennes*, op.cit. p. 220.

¹⁰ - Il fit son entrée à Sadiki exactement en 1878, cf. *Sadiki et les sadikiens... op.cit. p.188.*

En effet, M'hamed Belkhodja s'engage dans le premier mouvement intellectuel tunisien rassemblé autour d'*Al Hahdira* annonçant par là une activité associative distinguée. En 1888 il fait partie du comité fondateur du premier journal réformiste tunisien, déployant aux côtés de Ali Bouchoucha et de Béchir Sfar une grande activité journalistique. Ses contributions révélèrent des aptitudes particulières pour l'histoire bien que son érudition dépassait largement ce domaine. On recense 26 éditoriaux rédigés par lui, traitant de sujets en rapport avec l'histoire, mises à part diverses autres contributions, notamment des biographies et des chroniques¹¹. M'hamed Belkhodja était déjà fonctionnaire au bureau de la comptabilité au Secrétariat Général du Gouvernement tunisien, et ce depuis 1886. Son supérieur hiérarchique n'était autre que Béchir Sfar. Quel fut le rôle de Béchir Sfar dans l'engagement réformiste de M'hamed Belkhodja ? on ne peut trancher d'une manière catégorique mais il est établi qu'entre les deux hommes régnait une symbiose intellectuelle quasi parfaite. En effet on les retrouve tous les deux en 1896 dans le comité fondateur de la khaldounia. Les deux hommes la quitteront ensemble en 1909 après y avoir dispensé pratiquement le même enseignement à savoir l'histoire¹² ; trop de points communs pour qu'on puisse parler d'un simple hasard.

Il semble que Béchir Sfar exerça sur M'hamed Belkhodja, comme sur toute sa génération, un grand ascendant moral. C'est vraisemblablement lui qui développa son goût pour l'histoire. Tels un maître et son disciple, les destins des deux hommes se croisent à plusieurs reprises. Il s'agit peut-être d'un phénomène unique où l'appartenance à une même catégorie sociale (familles *makhzen*) et religieuse (hanéfites) semble avoir joué quelque rôle, mais c'est surtout l'appartenance à une même élite qui cultivait le même idéal réformiste qui nous semble la plus importante à signaler. Ainsi, au-delà de Béchir Sfar lui-même, il s'agit de l'héritage de Khéreddine, qui fit de cette génération de premiers sadikiens les partisans d'une évolution lente de leur société, acceptant apparemment la dépendance comme un fait

¹¹ - Laribi, Ali, *Al Hahdira* (en arabe), faculté des lettres et des sciences humaines de Tunis, série 8, vol.II, p.97.

¹² - Sayadi, Mongi, *Al jam'iyya al khaldouniyya 1896-1958*, MTE, Tunis, 1974, p. 87 et 203.

accompli, mais cherchant à la contenir dans les limites que lui fixait le nouveau statut politique de la Régence¹³.

M'hamed Belkhodja continua à déployer une grande activité associative en prenant notamment part à la fondation de la ferme-école de Lansarine qui, à son époque, faisait partie d'un projet de relèvement économique des Tunisiens par l'enseignement professionnel. On croise encore Belkhodja dans le comité fondateur de la première Société de Bienfaisance Musulmane de Tunis et plus tard, en 1905, aux côtés de Ali Bach Hamba, Abdeljelil Zaouch, Khairallah Ben Mustapha et d'autres personnalités réformistes dans celui de la Société des Anciens Elèves du collège Sadiki.

Comment évaluer cette activité débordante venant d'un homme que ses attaches sociales prédisposaient plutôt pour une carrière discrète ? Nous disposons en outre d'un témoignage de l'audace qu'eut Belkhodja de s'opposer à la volonté de son oncle *le Cheikh el Islam* Ahmed Belkhodja en prenant part à la fondation de la khaldounia, ce dernier ayant tenté, avec quelques autres conservateurs, de faire échouer le projet¹⁴. Un premier conflit né apparemment de l'incompatibilité entre une culture traditionnelle conservatrice et une autre moderne et plus entreprenante. C'est là que M'hamed Belkhodja cesse d'être un « intellectuel traditionnel » et évolue vers un statut « d'intellectuel organique », à l'instar de toute l'élite sadikienne de l'époque. Le fait de braver l'opposition de *Cheikh el Islam*, qui, de surcroît, exerce une autorité parentale incontestable, est en soi une offense à un principe élémentaire de la culture traditionnelle et au concept de hiérarchie sociale.

M'hamed Belkhodja s'intègre parfaitement dans l'élite sadikienne. Il épouse parfaitement le profil du sadikien type brossé par A. Abdessalam à savoir : l'exercice d'une fonction administrative, généralement d'exécution, comme celle d'interprète, fonction que les transformations politiques et administratives que connut la Tunisie rendait des plus indispensables. Beaucoup de sadikiens exercèrent le métier d'enseignant en tant que professeurs et instituteurs, parfois à titre

¹³ - *Sadiki...*, *op.cit.* p.112.

¹⁴ - *Al jam'iyya...*, *op.cit.* p.46.

accessoire et bénévole¹⁵. Ce profil ne met-t-il pas en exergue le rôle particulièrement important d'intermédiaire joué par cette élite qui avait pour mission historique d'aider au relèvement intellectuel de la nation faute de l'assurer ? intermédiaires entre la modernité et la tradition, mais aussi, réalisme oblige, entre colonisés et colonisateurs. Rôle ingrat certes, celui d'être sollicité par des intérêts forcément opposés, ce qui porterait à croire que la tâche n'était pas aisée et que les jeunes Tunisiens devaient adopter un profil bas vis-à-vis des autorités du protectorat chaque fois qu'il s'agissait de régler un quelconque conflit d'intérêts entre Tunisiens et Français. Les jeunes réformistes « devaient s'en tenir toujours à des revendications présentées d'une manière courtoise et nuancée »¹⁶. « Position tactique » vis-à-vis d'une situation politiquement bloquée (engendrée par l'occupation militaire d'un côté, l'impuissance de la monarchie et les élites aristocratiques et traditionnelles de l'autre) qui contraignit la dite élite à n'œuvrer, dans le meilleur des cas, que pour avaliser un certain « consensus du protectorat »¹⁷ ? Choix stratégique dicté par une culture politique évolutionniste qui croyait sincèrement à la mission civilisatrice de la « Noble France » ? nous pencherions plutôt pour la deuxième hypothèse, toute autre interprétation n'étant que le résultat d'un anachronisme alimenté par l'évolution postérieure de la situation.

Cette réalité est pour beaucoup dans la détermination de la méthode d'action des jeunes Tunisiens. *Al Hadhira* a certainement été le laboratoire où cette élite expérimenta son sens de la diplomatie, expérimentation réussie puisque les autorités coloniales encouragèrent la même équipe à continuer son action (« pour l'entente des races » dirait la propagande française) réformiste les protégeant, tant bien que mal, des attaques de la prépondérance. Or il est à remarquer que cette élite, excepté quelques escarmouches journalistiques de temps à autre, ne s'est nullement investie dans la polémique avec la prépondérance comme ce sera plus tard le cas avec *Le Tunisien*. Elle avait déjà choisi son cheval de bataille : l'instruction des Tunisiens.

¹⁵ - Sadiki..., *op.cit.*, p.p.112-113.

¹⁶ - *Idem*, p 116.

¹⁷ - Guezmir, Khaled, *Jeunes Tunisiens*, Alif, Tunis 1986, p.37.

C'est dans cet esprit que fut fondée la *Khaldounia* et l'école Lansarine, deux institutions qui, dans l'esprit de leurs promoteurs, devaient familiariser les Tunisiens avec les nouvelles disciplines et techniques en engageant à leur profit un vaste travail de vulgarisation, ce qui ne contredisait aucunement la politique du protectorat. Ainsi, les autorités se félicitaient du travail réalisé par la *Khaldounia* qui « a rendu un service inappréciable non seulement aux étudiants musulmans en leur permettant d'entrer en contact avec la civilisation européenne et particulièrement avec la civilisation française, mais aussi aux arabisants Français(...). La réussite de cette société, le développement rapide qu'elle a pris, le bon renom qu'elle s'est acquis aussi bien dans le monde arabe que chez nos compatriotes, sont dus à l'intelligente initiative de deux hommes que nous tenons à nommer : M. Béchir Sfar et Mohamed Lasram ». ¹⁸ N'est-ce pas le programme de Khéreddine que cette élite réformiste essaya de ressusciter en s'impliquant dans cette voie ? les deux visites que Cheikh Mohamed Abdou effectua en Tunisie, sur l'invitation de cette élite, avaient définitivement engagé les réformistes Tunisiens dans cette direction.

M'hamed Belkhodja participa à cette action de la manière la plus concrète qui soit ; en plus de l'enseignement qu'il assura à titre bénévole à la *Khaldounia* où, suivant l'exemple de Béchir Sfar, il mit l'accent sur l'histoire séculaire de la Tunisie et ses origines arabo-islamiques et ses écrits, nombreux et variés, attacheront à la vulgarisation des connaissances une importance capitale tout en véhiculant des idées réformistes dont la parenté remonte à l'esprit de la renaissance arabe de la fin du siècle certes, mais plus directement à Khéreddine. Ainsi, ses remarques, par leur mesure et leur perspicacité, rappellent celles de Khéreddine et dévoilent un esprit travaillé par la grande question sur les origines du recul civilisationnel du monde musulman.

¹⁸ Machuel, Louis, *L'enseignement public en Tunisie (1883-1906)*, Société anonyme de l'imprimerie rapide, Tunis, 1906, p.p. 170-171.

2 – la pensée réformiste de M'hamed Belkhodja

Dans son tout premier livre paru en 1900 et consacré au voyage qu'il fit en compagnie de Béchir Sfar à Paris, à l'occasion de l'Exposition coloniale¹⁹, M'hamed Belkhodja, sans renoncer à la vulgarisation engage une réflexion sur la question du déclin de la civilisation islamique, en insistant sur les acquis, dans le fond accessibles pour tous les peuples, de la civilisation européenne. Ainsi insiste-t-il, dans une première étape, sur le rôle de l'instruction dans le développement de l'Europe en notant « l'intérêt que portent les européens aux sciences, toutes catégories confondues, et leur engouement pour tout ce qui est de nature à réaliser leur promotion intellectuelle. Ils ont ainsi abandonné toutes les illusions et les mauvaises habitudes auxquelles nous nous cramponnons encore. Je compris alors après réflexion et comparaison entre notre gloire passée, leur civilisation et notre situation actuelle, que les raisons de leur progrès dans le présent ont été les mêmes raisons qui nous avaient permis auparavant de devancer tous les peuples et que les sciences qui permirent aux européens de réaliser leur ascension sont celles-là mêmes qui nous garantissaient, des siècles durant, une suprématie incontestée »²⁰.

C'est donc à la seule science que revient le mérite du progrès européen. Cette idée, qui est la clef de voûte de tout l'esprit de la renaissance, est ainsi reprise par M'hamed Belkhodja qui en tire la conclusion la plus logique : *malheur aux vaincus* ; « l'Europe n'a cessé de progresser jusqu'à ce qu'elle atteignit un stade élevé lui permettant de dominer les nations en déconfiture »²¹.

Mais expliquer le progrès de l'Europe par le seul développement des sciences c'est ignorer une valeur principale de la civilisation européenne, à savoir l'éclosion des libertés publiques. Partant de là, mais mesurant ses propos, M'hamed Belkhodja évoque l'importance du sentiment national chez les Français qui, « bien que souvent

¹⁹- Belkhodja, M'hamed, *Sûlûk al-ibriz fî masalik bariz*, Imprimerie Officielle tunisienne, Tunis 1900, 90 pages. A l'origine ce livre, qui rappelle le titre de l'ouvrage de Khéreddine ou celui de l'Égyptien Rafâa Tahtaoui, est un recueil d'articles publiés à *Al Hadhira*, où l'auteur relate son voyage à Paris.

²⁰- *Idem*, p.47.

²¹- *Ibidem*, p.57.

désunis chaque fois qu'il s'agit de politique intérieure, ils sont catégoriques dans leur sentiment patriotique et dans leur volonté de préserver la suprématie de leur patrie ; ils n'ont cessé de prouver leur fidélité à cet idéal»²². Quant à ceux pour qui la civilisation européenne n'est qu'une démonstration de l'éphémère il rétorque dans un style élégant : « celui qui remarque le temps précieux gaspillé dans les soirées parisiennes jusqu'au petit matin reste perplexe, mais à l'aube cette perplexité s'évanouira quand il aura à constater, paradoxalement, le labeur et le sérieux du commun des gens vaquant à leurs occupations et rompus à enrichir leurs connaissances(...)n'importe quel Français, toutes classes confondues, s'attache à une grande mission, et nous n'avons jamais eu court de l'un d'eux qui aurait faibli devant un projet entamé. Ils aiment tellement se mesurer à tous les défis qu'ils parviennent toujours, en fin de compte, à les relever. Se ruant sur la lecture des journaux et donnant de l'importance à tous les événements qui y sont relatés, ils se croient de plein droit autorisés à donner leurs avis sur ce qui les concerne et ce qui les concerne moins. Ce caractère indiscret les mena à une situation où même le plus démuné d'entre eux se croirait le plus apte à trancher les questions d'ordre public quelle qu'elle soit leur gravité »²³.

Il est indubitable que la pensée réformiste de M'hamed Belkhodja demeure très influencée par celle de Khéreddine jusque dans la méthode utilisée pour convaincre ses coreligionnaires de l'importance des sciences dans le processus d'évolution et de la vacuité des préjugés religieux face à l'adaptation des connaissances modernes à la société musulmane. M'hamed Belkhodja ne serait en fin de compte qu'un membre de cette élite qui a grandi dans le contexte difficile de l'échec des tentatives de réforme politique inaugurées par Khéreddine et l'établissement du protectorat français en Tunisie, ressenti par cette élite comme conséquence inéluctable du blocage de leur société. Or, il est à remarquer que des dissensions allaient prendre forme entre les membres de cette élite qui se serait ainsi divisée en deux principales tendances. Disons pour l'essentiel que Béchir Sfar sera, peut-être sans même le vouloir, à la tête de la première tendance évolutionniste, avec comme principaux

²² - *Ibidem*, p.51.

²³ - *Ibidem*, p.p.52-53.

« disciples » M'hamed Belkhodja et Khairallah Ben Mustapha. La deuxième tendance, qui ne se manifestera que plus tard, aura pour chef de file Ali Bach Hamba, qui sera suivi surtout par son frère Mohamed et d'autres comme Mohamed Noûmane et Hassen Guellaty. Entre les deux tendances réside un désaccord principal sur la valeur de la culture traditionnelle et un autre sur les méthodes à employer pour la réalisation des idéaux réformistes. Cette deuxième tendance, dont les membres, appartenant pour la plupart à des professions libérales, sont plus ou moins indépendants de l'administration, est favorable à un changement des méthodes d'action vis-à-vis de leurs coreligionnaires dans le but d'accélérer la prise de conscience collective ; ainsi, après une période où cette élite, réunie autour du *Tunisien*, essaya de ménager le système de pensée traditionnel, elle va progressivement se retrouver au centre d'une polémique sur les écoles coraniques qui ne manquera pas de hâter la rupture avec l'autre tendance. Certes l'équipe du *Tunisien* employa toute son énergie à défendre les institutions de l'Etat husseinite estimant que malgré l'archaïsme et le blocage dont elles souffraient demeuraient malgré tout les derniers vestiges d'une souveraineté à protéger, faute de mieux. Mais déçus de voir leurs appels à une modernisation de l'enseignement se diluer dans des initiatives qu'ils considéraient, à tort ou à raison, comme réactionnaires, ils mirent fin à leurs réserves, déclenchant par là même une polémique qui divisera l'élite sadikienne.

Nous savons, d'après des documents actuellement disponibles, que M'hamed Belkhodja n'avait aucune préférence pour cette deuxième tendance. Ainsi nous le voyons quitter la *Khaldounia* avec Béchir Sfar en 1908, suite apparemment à un renversement de l'équilibre des forces entre les deux tendances au sein du comité directeur de l'association. Nous n'avons pu relever aucun contact entre Belkhodja et Bach Hamba durant cette période et aucune contribution signée de lui dans *Le Tunisien*.

Certes les antagonismes idéologiques sont pour quelque chose dans cette situation de conflit entre les deux tendances, mais il ne faut pas pour autant négliger l'importance des choix personnels, tactiques, ou relevant d'une stratégie bien réfléchie, ainsi que l'évolution de la carrière politique de chacun des deux hommes,

comme élément pouvant expliquer l'évolution de ces rapports. La radicalisation progressive de la tendance Bach Hamba et l'enlèvement graduel de l'autre dans un réalisme qui rimait étrangement avec collaborationnisme, acheva de consommer la rupture.

Selon nous, tout partit donc d'un désaccord sur les fondements de l'esprit réformiste que les penseurs de la renaissance arabe ne purent résoudre et qui reste toujours d'actualité. Cette élite qui paraissait aux yeux de tout le monde homogène et qui se prévalait d'un réformisme moderniste se retrouva au point de départ, divisée encore une fois entre traditionalistes et modernistes.

Mais cette division entre traditionalisme et modernisme risque de n'être, dans le cas précis de M'hamed Belkhodja, qu'empirique. L'homme qui n'a pas rompu les liens avec son milieu traditionnel, y conserva des appuis qui lui permettront de réintégrer un milieu qu'il n'a peut-être jamais abandonné. Il est important de noter tout d'abord sa fidélité aux principes fondateurs de la personnalité arabo-musulmane de la Tunisie. Son enseignement, surtout à Sadiki ainsi que ses contributions dans diverses revues de l'époque, tant tunisiennes que françaises, témoignent d'une foi immense dans ces principes²⁴.

II - Le dignitaire

1-De l'histoire des Beys...

Avec le passage, somme toute aisé, de la mouvance réformiste au camp traditionaliste, M'hamed Belkhodja franchit les frontières entre la *nokhba*, élite de type moderne acquise aux idées réformistes, et la *khassa*, cercle constitué de personnages intimes formant autour du prince sa Cour ou une partie de celle-ci. D'anciens réflexes émergent alors et l'intellectuel que nous avons vu exhorter ses coreligionnaires à plus de rationalisme, accepte en définitive une situation faite d'humiliation et d'incertitude.

²⁴ Voir par exemple sa position à l'égard de la tenue vestimentaire européenne, il rejeta l'idée d'une assimilation qui mettrait fatalement fin à la personnalité tunisienne et pronant une idéologie conservatrice. M'hamed Belkhodja, *Safahat min Tarikh Tounis* (pages de l'histoire tunisienne), texte établi par Hamadi

Une question primordiale devrait être posée : à quels besoins répond cette quête de l'honneur de faire partie de la *khassa* du Bey ? recherche d'un certain équilibre psychique ou volonté de faire partie de la sphère du pouvoir ?

Bien que les deux éventualités ne soient pas obligatoirement contradictoires, la réponse à cette question nous mènerait directement à l'univers peu sûr des extrapolations et de la psychanalyse. Essayons toutefois de juger par les éléments que nous possédons et revenons à cette tradition familiale des Belkhodja de côtoyer les Beys, car il s'agit bel et bien d'une tradition que l'appartenance au même rite hanéfite et l'origine orientale commune n'ont fait que renforcer. Or M'hamed Belkhodja ira encore plus loin en proposant ses services aux princes husseinites. C'est là qu'il fit la jonction entre ses occupations proprement intellectuelles et son appartenance à une *khassa* qui, réellement, était totalement déclassée. N'était-il pas féru d'histoire et érudit confirmé, ses nouvelles fréquentations seront les premières à en profiter.

En effet, M'hamed Bel Khodja avait un goût accentué pour l'histoire ; la majeure partie de sa production intellectuelle traite en effet de sujets ayant tous relation avec l'histoire de la Tunisie toutes périodes confondues. Bien plus, cette occupation prend très souvent l'air d'un engagement personnel; dans sa relation du voyage de Mohamed Ennacer Bey en France, publiée en 1912 il écrit notamment: "Servir l'histoire tunisienne est ma véritable passion, l'amour de la patrie n'est-il pas un devoir religieux et un témoignage de fidélité et de loyalisme comme l'ont prescrit les sages de tout temps? C'est pour cette raison que je ne cesse de profiter des occasions qui me sont données pour ajouter une nouvelle perle à son collier et immortaliser une quelconque originalité qui lui est propre"²⁵. Ainsi, M'hamed Bel Khodja considère que l'intérêt qu'il porte à l'histoire du pays est à la fois un engagement patriotique et un devoir religieux. Les études nombreuses et pionnières

Sahli et Jilani Belhaj Yahya, Dar el Gharb al-islami, Beyrouth, 1986. article intitulé : « la Tenue européenne ».

²⁵- Arrihla Amassiriya, *op.cit.*, page 7

qu'il publia de son vivant²⁶, et celles restées inédites, témoignent en effet d'une érudition très poussée qui fait de lui l'historien le plus prestigieux de son temps, se distinguant notamment par sa méthode rationnelle de recherche qui fait aux documents d'archives une place de choix avec un recours aux témoignages oraux et aux souvenirs personnels. Ses recherches puisèrent dans une documentation bilingue ; sa solide formation sadikienne en facilita l'exploitation²⁷.

Mais cet intérêt pour l'histoire, qui n'était au départ qu'une manifestation de son engagement réformiste comme nous l'avons déjà souligné, ne l'a-t-il pas mis au service d'une caste, d'un groupe détenant, ou croyant détenir, le pouvoir ? ce glissement d'une histoire au service de l'esprit réformiste vers une histoire au service du prince²⁸, de l'histoire-leçon à l'histoire-propagande, ne sonnait-il pas le glas de l'esprit réformiste lui-même ? M'hamed Belkhadja offrait à cette dynastie ce qu'il possédait : son statut d'intellectuel ; elle lui offrait ce dont il avait peut-être besoin : la sensation d'être de la *khassa*. C'est en résumé l'esprit *nokhba* qui rentre au service de l'esprit *khassa*, le prestige de la culture moderne qui s'accroche à la rampe chancelante d'un pseudo-pouvoir.

Mais pour M'hamed Belkhadja le dosage ne serait que parfait entre deux dimensions d'une même culture et, de fait, son comportement ne souffrirait d'aucune contradiction. De même que son intérêt pour l'histoire est la manifestation d'un patriotisme sincère, son attachement à la dynastie husseinite relèverait du même loyalisme envers une famille qui symbolise une certaine souveraineté et une certaine authenticité tunisiennes²⁹. Ce serait donc le même combat inlassable pour

²⁶ - M'hamed Belkhadja publia des dizaines d'articles dans *La Revue Tunisienne*, dans *Al-Majallah Azzeytouniyya* (*La Revue Zeitounienne*) et dans *Arrouznama Attunigiyya* (*l'Almanach Tunisien*) qu'il édita alors qu'il était Directeur de l'imprimerie Officielle.

²⁷ - il est ici question de la méthode utilisée par M'hamed Belkhadja dans ses recherches historiques, nous reviendrons plus tard sur sa conception de l'objectivité.

²⁸ - « Une des prérogatives les plus chères aux souverains musulmans fut d'avoir leurs moindres faits et gestes soigneusement consignés dans des annales officielles. Ils tiraient satisfaction de la lecture d'une œuvre qui les glorifiait ; elle les rehaussait non seulement aux yeux de leurs sujets, mais encore vis-à-vis des nations étrangères. Aussi, un présent magnifique récompensait-il presque toujours l'auteur de leur panégyrique ; et l'émulation et l'intérêt aidant, des historiographes plus ou moins préparés à leur besogne d'écrivains se présentaient souvent aux portes des palais, pour offrir aux princes les œuvres qu'ils leur dédiaient ». Lévi-Provençal (E.) : *Les historiens des chorfas*, Ed. Afrique-Orient, Casablanca, 1991, p. 34.

²⁹ - « ...surtout dans le domaine de l'histoire de l'Etat husseinite - que le tout puissant éternise son règne - que la providence divine chargea de gouverner ce pays et qui s'occupe de servir les intérêts de ses

les mêmes idéaux patriotiques, sauf que, même pour un homme rôdé aux mœurs de la cour, la tâche n'est pas toujours aisée.

Nous avons des échos sur le parcours heurté de M'hamed Belkhodja à la Cour des Beys. Tenu en suspicion par certains d'entre eux pendant une courte période³⁰, il a connu ses « temps de gloire » avec d'autres, intégrant ainsi le jeu des alliances et passant pour un maître dans l'art de s'attirer les faveurs des princes.

C'est surtout avec Mohamed Ennacer Bey que M'hamed Belkhodja s'entendait le mieux, une entente qui remonterait, toujours selon lui, à l'époque où son père Béchir Belkhodja était le secrétaire particulier de Sadiq Bey³¹. C'est à son honneur qu'il composa ses meilleurs écrits au point de devenir, sous son règne, l'historien officiel³² de la famille husseinite³³. Il n'est ainsi pas exclu de penser que M'hamed Belkhodja avait plus de sympathie pour cette seconde branche de la famille régnante. En effet, ses relations étaient tendues avec Hédi Bey malgré un ouvrage rédigé en son honneur à l'occasion de son voyage en France en 1904³⁴. Il fit ainsi

habitants, ce qui permis à la Régence de vivre la parfaite quiétude. Ainsi mon attention doit être des plus éveillées, car la fidélité à la famille husseinite est un legs dont j'ai hérité de mes aïeux et que j'exprime en toute circonstance». *Arrihla Ammassiriya*, *op. cit.*, p. 7.

³⁰ - Surtout sous le règne du Bey Mohamed Hédi qui l'accusait, sous l'instigation de son entourage, de l'espionner au profit du Secrétaire Général du Gouvernement Tunisien. Cf. Archives Nationales, série F, carton 7, dossier 38, document 61, rapport confidentiel.

³¹ - *Arrihla Ammassiriya*, la préface.

³² - En fait, c'est le Secrétariat général du Gouvernement, soucieux de rehausser le prestige du Bey, qui lui confiait toujours la tâche d'écrire la relation de ces voyages officiels, que ce soit ceux des Beys en France ou ceux des présidents de la République en Tunisie. Lévy-Provençal avait, en effet, insisté sur la différence entre « les historiens chargés d'écrire officiellement une histoire, et ceux qui l'écrivent de leur propre initiative, afin de l'offrir en hommage au souverain... Celui que le sultan a chargé d'écrire son histoire semble au premier abord, étant donné la mission qui lui est confiée, avoir la plus grande facilité à se renseigner (...) il semble qu'on exige de lui le maximum de détails, et de détails concrets : son œuvre, toute consacrée qu'elle soit au prince et aux membres de sa famille, ne peut cependant laisser dans l'ombre les courtisans les plus hauts placés... ». *Les historiens...* *op. cit.* p. 36. cette remarque est très valable pour les ouvrages de M'hamed Belkhodja et, plus tard, pour ceux de Mokdad El-Ouertani.

³³ - Mais seulement jusqu'aux années trente où il sera relayé par d'autres, notamment Mohamed Mokdad El-Ouertani sous le règne d'Ahmed Bey.

³⁴ - En 1905 il publia la relation de ce voyage et de celui qu'il effectua en Tunisie le Président de la république Emile Loubet (1903) dans *Arrouznana a-Tuniçiyya* qu'il dirigeait à l'époque et qui remplaça, depuis 1901 date de sa nomination à la tête de l'Imprimerie Officielle Tunisienne *Annuzha al-Khairiyya*. M'hamed Belkhodja fut également chargé (en août 1923), alors qu'il était déjà caid du Kef, de rédiger la relation du voyage que Mohamed Habib Bey fit en France en juillet 1923 ; par un concours de circonstances non encore déterminées, et malgré l'effort fourni par l'auteur qui l'avait remise au Premier ministre de l'époque, cette relation ne sera jamais publiée. Cf. Mohamed Mokdad El-Ouertani: *Annafha Amadiyya Fi-rrihla Al-Ahmadiyya* (relation du voyage de Ahmed Bey en France en 1934), Imprimerie de l'Afrique du Nord, Tunis, 1935, 354 pages, p. 53.

partie du jeu d'alliances à l'intérieur même de la Cour entre les descendants de Ali Bey, moins bien disposés à son égard, et ceux de Sadiq Bey³⁵. C'est ce qui explique certainement la grande déception qu'il ressentit quand Moncef Bey, qu'il a vu grandir, le chassa du palais dès son avènement au trône.

Que cherchait concrètement M'hamed Belkhodja en s'enlisant dans les sables mouvants des alliances de Cour ? le prestige, ou les chances de prestige ?³⁶ la réponse dépendrait de ce qu'il pouvait vraiment offrir. Or il avait beaucoup à offrir non seulement au Bey mais également aux détenteurs du pouvoir réel. C'est que le statut de M'hamed Belkhodja dans la Cour connaîtra une évolution notoire en 1914 quand il sera nommé Directeur du Protocole et interprète du Bey, Et de ce fait il devenait lui-même détenteur d'un certain pouvoir, celui de la fonction³⁷. Belkhodja se considérait comme l'historien des Beys ; il possédait une fine connaissance de l'histoire husseinite qui lui permettait d'exercer un ascendant sur le Bey, manifestant à son égard un loyalisme apparemment « désintéressé »³⁸. Il consacre une grande partie de son activité intellectuelle à écrire l'histoire du trône, de ses traditions, de

³⁵ - Cf., pour comprendre le schéma de ces « alliances » l'« *Arbre généalogique de la famille husseinite : 1705-1943* », cinquième tirage complété et mis à jour au 6 juillet 1943 par Pierre Grandchamp.

³⁶ - « S'il est vrai que la nécessité de bien marquer sa distance par rapport au reste du monde poussait l'homme de cour vers les engrenages de la cour, c'est l'âpreté de la compétition qui le faisait avancer sans cesse au sein de la société de cour. C'était, fondamentalement, une compétition pour le prestige. Il ne s'agissait pas de prestige tout court, mais de chances de prestige strictement hiérarchisées, en accord avec la structure hiérarchisée de cette société : en d'autres termes, il y allait de chance de puissance. Car le plus ou moins de prestige dont un homme dispose dans une formation sociale, est l'expression de son poids dans l'équilibre multipolaire des tensions qui agitent son groupe, de sa chance d'exercer son influence sur d'autres ou d'être obligé de se soumettre à leur influence.

Or, tout ce qui compte dans les relations entre humains se transformait dans cette société en chances de prestige : le rang, la charge héréditaire, l'ancienneté de la « maison », l'argent que l'on possédait ou que l'on recevait. La faveur du roi, l'influence qu'on avait sur la maîtresse du roi et sur les ministres, l'appartenance à telle clique, les prouesses comme chef d'armée, l'esprit, les bonnes manières, la beauté du visage, tout se transformait en chances de prestige, se conjuguait dans tel cas particulier avec d'autres qualités, et déterminait la place dans la hiérarchie de la société de cour ». Elias, Norbert, *La société de cour*, Flammarion, Paris, 1985, p.p. 9293.

³⁷ - « La position réelle d'un homme dans le tissu de la société de cour était toujours déterminée par les deux facteurs à la fois : le rang officiel et la position de puissance effective. Mais le deuxième facteur était en dernière analyse le plus important. La position qu'un homme de cour occupait dans la hiérarchie de la cour était extrêmement fluctuante. Celui qui avait réussi à accéder à une plus grande considération s'efforçait d'améliorer aussi son rang officiel », *idem*, p. 79.

³⁸ - E. Lévy-Provençal écrivit à juste titre qu'il « est à peine besoin de signaler combien ces œuvres d'historiens officieux, à qui manquait la qualité la plus souhaitable en l'occurrence, le désintéressement, doivent être consultées avec méfiance. La plupart du temps, les faits y sont déformés systématiquement et le sultan le plus indigne y est présenté comme un souverain modèle. On se doute des mensonges grossiers auxquels la cupidité et la plus basse flatterie peuvent conduire... », *Les historiens... op.cit.* p. 35.

ses armoiries et de son protocole³⁹. Ses nouvelles fonctions, qui allaient lui permettre de devenir la principale courroie de transmission dans les relations entre le palais et la Résidence ne firent qu'officialiser son statut de haut dignitaire. Ainsi M'hamed Belkhodja s'intègre parfaitement dans la *khassa*, ce qu'il n'aurait pas réussi à faire sans le capital symbolique qu'il détenait de son appartenance passée à la *nokhba* réformiste.

2- ... A celui du Protectorat

C'est que, encore une fois, M'hamed Bel Khodja avait opéré une nouvelle reconversion qui, selon nous, était dans la logique même de sa personnalité: son intérêt pour l'histoire va prendre une signification tout à fait différente, celle de la légitimation de l'ordre établi, prouvant ainsi qu'entre expliquer un phénomène et le légitimer, l'intervalle est facilement franchissable

C'est ainsi qu'à force de vouloir réussir dans sa nouvelle mission il tomba dans des excès en nette contradiction avec le rationalisme qu'il affichait dans ses premiers écrits⁴⁰. M'hamed Belkhodja laisse de côté l'histoire-réflexion, et entreprend un grand travail de propagande au service de la France. Ainsi, ses analyses de l'histoire de la Tunisie sous le protectorat épousent une démarche qui s'éloigne sensiblement de l'objectivité. L'intellectuel réformiste se mue en un historien officiel qui, à coups d'omissions et d'extrapolations, répond à sa mission originelle, celle de légitimer une présence étrangère⁴¹. Et quand il s'agit d'expliquer cette attitude, il tire ses

³⁹ - Cf. par exemple son article sur le baise-main où il s'ingénie à démontrer que le *Charâa* ne s'oppose pas à ce « rituel ancré dans les traditions tunisiennes » dans *Safahat...Op.cit.*, un article sur « les titres honorifiques dans la famille husseinite » dans *Al-Majallah Azzeytouniyya* (La Revue Zeitounienne), février 1938, vol. 2, n° 5, pp. 227-232...etc.

⁴⁰ - Ainsi écrivit-il dans sa relation du voyage du Président Fallières: « ce voyage a coïncidé avec d'abondantes et bénéfiques pluies qui sauvèrent la Régence des conséquences catastrophiques d'une longue sécheresse », Belkhodja, M'hamed: *Arrihla al-Faliyariyya* (Relation du voyage du Président Fallières en Tunisie), Imprimerie officielle tunisienne, Tunis 1912, p. 14.

⁴¹ - cf. Fonds du Ministère des affaires Etrangères, carton 3, dossier 2, f. 100 : analyse succincte de la relation illustrée publiée, en langue arabe, du voyage de S.A. Sidi Mohamed En Naceur Bey à Paris, écrite sous les auspices du Secrétariat général, par Si M'hamed Bel Khodja, chef de la comptabilité de l'Administration Générale ; on y lit surtout la satisfaction de l'administration coloniale de l'effort fourni par l'auteur qui lui permit d'établir « à notre avantage bien entendu, des comparaisons concluantes entre les anciens gouvernements du pays et le régime actuel du Protectorat. Toutes les branches de la vie publique en Tunisie, ajoute l'auteur, portent l'empreinte des bienfaits de notre action civilisatrice ».

arguments, encore une fois de sa culture politique réformiste évolutionniste: son loyalisme envers le régime du Protectorat découle d'une conception réaliste des choses selon laquelle le protectorat français était la conséquence inéluctable de la crise profonde du régime et de la société d'avant 1881, et qu'accepter le fait accompli aiderait à la réalisation d'un certain changement.

Dans sa relation du voyage du Président Fallières en Tunisie, M'hamed Belkhodja considère en effet que l'établissement du protectorat français était devenu inévitable par la conjonction de plusieurs facteurs historiques. Ce processus, qu'il analyse en trois phases, avait commencé par la fin d'une "longue période de puissance et d'invulnérabilité qui a vu la Tunisie régner sur la Méditerranée, son corps était alors jeune et ses veines pleines de vie". Ce crépuscule coïncida avec "une époque de faiblesse qui s'est installée progressivement comme le veut la volonté divine; alors sa force est devenue faiblesse puis maladie et vieillesse; l'anarchie, la pauvreté et l'ignorance se sont accaparées d'elle durant les trois derniers siècles". La deuxième phase commence par la conquête française de l'Algérie et ses retombées directes sur la Régence: « la France avait mis les pieds en Afrique et comptait y rester éternellement, elle fit de l'Algérie une possession française et l'axe de sa politique en Afrique du nord, sans pour autant se départir d'une politique de bon voisinage". Durant les cinquante années qui séparèrent les deux conquêtes, M'hamed Bel Khodja relève deux constantes dans la politique française vis-à-vis de la Régence: "la France conseillait la Tunisie sur la politique à suivre tout en considérant qu'elle était désormais dans sa sphère d'influence car, de par sa position géographique, la régence devenait partie intégrante de la zone d'influence française en Afrique du nord". La France ne pouvait, toujours selon l'auteur, tolérer le règne de l'anarchie sur sa frontière. Elle ne pouvait rester insensible aux convoitises étrangères visant le petit royaume et elle n'avait qu'une seule option: convaincre le Bey de son projet de protectorat. Elle l'en "informa" et lui, très compréhensif, "donna son approbation immédiate à cette idée qui allait sauver son pays d'une déchéance certaine", "convaincu qu'il était que son pays était devenu le but des convoitises étrangères et que s'il n'entrait pas dans la protection de la France son sort sera définitivement condamné". La France s'est donc "pacifiquement" installée en

Tunisie pour la sauver et la protéger. Elle commence alors un effort pour normaliser la situation de la Régence et la guider de nouveau vers le progrès et la stabilité⁴².

Aucune allusion n'est faite à la résistance qui a accueilli les troupes françaises. Pour l'auteur, cette résistance ne fut qu'une tentative utopique, vite abandonnée. L'auteur, qui cite son père, alors présent aux côtés du Bey au palais du Bardo dans la matinée du 12 mai 1881, n'évoque même pas les terribles menaces proférées par les officiers Français à l'égard du Bey et de son entourage s'ils n'acceptaient la mainmise française. Le Bey, dont l'auteur avait noté auparavant l'adhésion au projet français, s'ingénia pourtant à demander l'avis des cheikhs du *Charaâ*. C'est le secrétaire particulier du Bey, qui n'est autre que Béchir Belkhodja⁴³, qui fut chargé de cette mission: "les Cheikhs étaient unanimes à lui conseiller le moindre mal c'est-à-dire faciliter l'établissement du protectorat et prémunir le pays des conséquences néfastes d'une résistance probable"⁴⁴.

Cet épisode devait donc « mettre fin à la décrépitude tunisienne. C'est la conclusion de l'intérêt que la France n'a cessé de porter à la Tunisie depuis des siècles. La France n'est-elle pas la seule puissance qui a toujours défendu l'indépendance de la Tunisie au risque de mécontenter les grandes puissances? Ne fut-elle pas le premier Etat européen à considérer les Beys comme des souverains à part entière et non les représentants du Sultan Ottoman? ». L'auteur relève, après un travail de recherche minutieux dans les archives du Gouvernement, plusieurs indices confirmant les sentiments d'amitié de la France envers la Tunisie: "Cet intérêt particulier n'est pas nouveau, il est le fruit d'un travail sérieux depuis des siècles, je l'ai déduit de mes lectures qui m'ont permis de noter l'attention qu'eut toujours pour la Tunisie la politique étrangère de la France: la France avait, en effet, conclu avec la Tunisie, durant les trois derniers siècles, environ 60 traités, elle avait dépêché en

⁴²- *Arrihla al-Faliyariyya*, op. Cit. p.p. 3-4.

⁴³- Il est à noter que M'hamed Belkhodja ne laissait passer aucune occasion sans insister sur le rôle joué par les Belkhodja pour faciliter l'établissement du protectorat, pas une seule relation de voyage qu'il rédigea n'en omit l'épisode, et bien que l'histoire est célèbre, nous le voyons rappeler l'affaire dans tous ses détails en mars 1924, alors qu'il était caïd au Kef, dans un rapport qu'il rédigea à l'attention du Résident Général Lucien Saint: cf. cette relation détaillée dans un rapport intitulé: « la signature du traité du Bardo racontée par un témoin oculaire » et conservé dans le fonds de la Résidence Générale à l'Institut de recherches sur le Maghreb contemporain à Tunis sous la référence RES 101.123.

Tunisie depuis l'an 1000 de l'hégire 89 consuls et 228 ambassadeurs pour diverses missions"⁴⁵. Pourtant, l'auteur était parfaitement au courant de la teneur de ces traités pour avoir passé au Dar El Bey au moins une trentaine d'années de sa carrière. Il savait pertinemment d'autre part que la souveraineté tunisienne n'était qu'une chimère dont usa la France pour les besoins de sa diplomatie. Son souci majeur semble être de légitimer un état de fait et, au risque de tomber dans le surréalisme, il réédite une histoire qui puise dans une mémoire par trop sélective.

On ne saurait affirmer si cette conception de l'histoire de l'établissement du protectorat en Tunisie découle de son esprit *nokhba* ou *khassa*. Quant à lui, il préfère utiliser le concept de « hautes classes », concept auquel il donne un sens précis : celui des « gens importants », ayant une haute capacité de jugement et se prévalant d'un certain degré de réalisme politique, ce qui nous conduit directement au concept fort répandu de *Ahl al-hall wal-aqd*. M'hamed Belkhdja se vante en effet d'appartenir à cette catégorie de Tunisiens qui, suivant le bon et sage exemple de la famille husseinite, a toujours témoigné de sa reconnaissance envers l'œuvre française dans la Régence. Cette haute classe "avait en effet compris depuis longtemps l'essence de la civilisation française et a toujours chanté ses louanges", traduisant par là "des sentiments d'amitié familiaux au bon peuple"⁴⁶. Cet engagement puise sa force d'un postulat: "le pays a incontestablement besoin d'un grand tuteur qui puisse clarifier à ses enfants la nécessité du progrès et les moyens d'y parvenir. La nation tunisienne qui a besoin d'achever sa construction et qui ressent la nécessité de concurrencer les nations civilisées sait parfaitement qu'elle ne pourrait y arriver qu'en entrant en contact avec les partisans du progrès et en suivant une politique générale dont le but est de parvenir à une entente entre les différents intérêts"⁴⁷. Non seulement cette présence est nécessaire, mais elle garantit en plus la pérennité des institutions tunisiennes et sauvegarde la souveraineté de l'Etat husseinite: " Cette politique guidera le pays dans la voie de la renaissance et de la vraie civilisation tout en respectant les droits du trône husseinite qui consistent à

⁴⁴ - *Arrihla Amassiriya*, op.cit, p 63.

⁴⁵ - *Idem*, p. 70.

⁴⁶ - *Ibidem*, p. 2.

⁴⁷ - *Ibidem* pp. 11-12

sauvegarder ses principales institutions et à respecter les lois qui le régissent, et c'est cette même politique que suit l'Etat protecteur et qui a requis la fidélité des princes de la Régence⁴⁸. Belkhodja semble donc n'avoir aucune nostalgie pour l'époque révolue et préfère le nouveau régime instauré depuis 1881. Il insiste sur l'évolution sensible que connaît la Régence depuis cet événement, qui a concerné même l'exercice du pouvoir⁴⁹. Sur le plan économique, il note avec fierté la progression du Budget tunisien depuis l'établissement du protectorat, trouvant dans la politique d'emprunt, contrairement à tout bon sens, un indice supplémentaire qui confirme sa thèse. Belkhodja persévère dans le non-sens quand il note, avec la même fierté, la ruée sur la Tunisie de milliers de nouveaux fonctionnaires, de colons et même de soldats, vivant au dépend de ce même budget, croyant trouver là encore une preuve du grand effort pour le relèvement économique de la Régence⁵⁰. Il ne laisse paraître aucun refus, aucune critique, employant son génie à refaire, selon ses propres « convictions », et le passé et la réalité. Mais s'il évoque brièvement les résistants de la première heure, les traitant « d'insurgés ignorants », les événements sanglants que connut le pays en 1911 et la grande contestation de 1912, qui a pris fin avec le bannissement de ses anciens compagnons, sont totalement passés sous silence.

⁴⁸ - *Ibidem*. pp. 11-12

⁴⁹ - Commentant cet aspect il écrit notamment : "Il est évident que la fonction de ministre en Tunisie sous le Protectorat n'a aucune ressemblance avec celle d'avant le protectorat, car les ministres de cette époque étaient sous la coupe du pouvoir absolu; la plupart d'eux n'avaient aucune formation intellectuelle, tandis que ceux d'aujourd'hui sont, dans leur grande majorité, des gens cultivés qui ont grandi sous le règne d'une autorité légale respectueuse de la justice et de l'ordre". *Safahat min Tarikh Tounis "Les ministres Tunisiens avant et après le Protectorat"*.

⁵⁰ - « Le royaume tunisien est depuis devenu partie intégrante des nations prospères et civilisées et un exemple à suivre pour plusieurs autres nations comme ... Nous en trouvons la preuve dans l'évolution vertigineuse de son budget qui égale aujourd'hui les 85 millions alors qu'il n'était que de 7 millions à la fin du règne de Ahmed Bey et de 11 millions à la fin de celui de Sadiq Bey, ajoutons à cela les réserves qui se trouvent à Paris ce qui lui a permis de contracter des prêts, le dernier en date étant évalué à 90 millions de francs. Tout ceci a été possible grâce à l'intérêt particulier et continu que porte la France pour la Régence. Ceci a permis, sur un autre plan d'élever le nombre des Français résidants dans le pays de 700 individus en 1881 à environ 50000 trente ans après, sans compter les soldats ». *Arrihla Annassiriya*, op.cit, p.p.69-70).

III - Une carrière controversée

1- Le contexte d'une promotion

L'effort de légitimation qu'avait fourni M'hamed Belkhodja sera pour les autorités le témoignage d'un loyalisme dont elles tireront le plus grand profit ; c'est ce qui explique le fait que les deux ouvrages en question (*Arrihla al-Faliyariyya* et *Arrihla Annassiriya*), « écrits dans un style alerte et imagé accessible au grand public cultivé »⁵¹, sont diffusés par les soins de la haute administration à travers toute l'Afrique du Nord, à une période très critique de l'histoire de la France. C'est cette situation qui décidera les autorités du protectorat à faire appel à ses services dans un cadre plus officiel, celui du Directeur de protocole du Bey⁵².

La nomination de M'hamed Bel Khodja dans cette fonction intervient en effet dans un contexte très particulier. Le déclenchement de la première guerre mondiale avait déterminé les autorités du protectorat à renforcer leur contrôle sur le pays en pratiquant une politique qui tendait à s'assurer le loyalisme des populations. L'entrée en guerre de l'Empire Ottoman et l'écho profond que trouvait au sein de certaines franges de la population la propagande germano-turque renforça les craintes françaises. Pour affronter la nouvelle situation la politique de la Résidence consistait à raffermir son autorité sur le palais en y introduisant certains éléments connus pour leur loyalisme et par leur capacité de détecter, et éventuellement d'empêcher, l'apparition de « tout esprit aventurier au sein de la famille régnante ». M'hamed Bel Khodja semblait donc être le candidat idéal pour occuper une fonction aussi délicate.

⁵¹ - *Figures tunisiennes*, Op.cit. p 223

⁵² - « Le Gouvernement tunisien et la Cour Beylicale avec laquelle M'hamed Belkhodja était en rapports constants et amicaux, et qui avaient suivi attentivement et sans doute avec sympathie l'épanouissement de cette forte et séduisante personnalité, n'allèrent pas tarder à la retirer de l'Administration générale, où elle avait donné sa mesure, pour lui confier une fonction adéquate à ses aptitudes diplomatiques maintes fois

C'est cette politique, chère à l'administration du protectorat sous le proconsulat d'Alapetite et de Bernard Roy, qui consistait à renforcer le contrôle de la population par le biais des cadres traditionnels, qui poussera la politique indigène dans la voie d'une sollicitation continue du loyalisme qui lui permettrait, sans risques de contestation, d'assurer à la France l'apport en hommes et en ravitaillement tout au long de la période que durera la première guerre mondiale. Ainsi, cette politique de « main de fer dans un gant de velours » eut pour conséquence de renforcer l'emprise de l'administration sur la vie du pays, contrairement à ce qu'on pouvait attendre d'une mobilisation qui a concerné une partie considérable du personnel français⁵³. Le protectorat, en attachant du prix au loyalisme public, offrait dans le même temps aux cadres traditionnels de l'administration, une occasion exceptionnelle de se sentir indispensables pour le régime en place ; leur attitude et celle du Bey en premier lieu, était donc particulièrement importante, et elle était soignée en conséquence par l'administration, ce qui donnera lieu au début de la guerre, et notamment lors de l'entrée de la Turquie dans le conflit mondial, à l'éclatement des manifestations de dévouement et de fidélité à la France⁵⁴.

C'est dans ce contexte bien précis que M'hamed Belkhodja fut désigné dans ses nouvelles fonctions. Les relations privilégiées qu'il avait avec le Bey mettaient les autorités coloniales dans une position politiquement confortable. Les résultats de cette nomination ne tarderont en effet pas à se manifester, et dès les premières semaines de la guerre, une proclamation du bey administra la preuve de l'influence du nouveau Directeur du protocole. M'hamed Belkhodja mettra en avant des arguments familiers pour lui puisque exprimés dans ses écrits, pour expliquer l'attitude loyale du Bey envers la nation protectrice, attitude que l'entrée de l'empire Ottoman dans le conflit ne devait pas changer. Cette proclamation⁵⁵, écrite dans un style qui rappelle dans les moindres détails celui de Belkhodja, rappelle l'œuvre de la France « qui a facilité la conservation des anciennes organisations du pays, telle

affirmées, en l'appelant à succéder, dès sa mise à la retraite, au Général Valensi, comme directeur du Protocole et premier interprète du palais», *Idem*.

⁵³ -Daniel Goldstein: *Libération ou annexion, Aux chemins croisés de l'histoire tunisienne 1914-1922*, MTE, Tunis 1978, 535 pages. P.121

⁵⁴ -*Idem*, p.130.

que l'organisation du *Charaâ*, des *Oukafs*, les cours professés à la Grande Mosquée... en plus du respect des croyances et des traditions musulmanes, respect pour lequel, toujours selon le texte de la proclamation, le gouvernement protecteur a fait des promesses et donné des garanties. La France a complété son œuvre en facilitant l'introduction de nombreuses réformes durant une génération tout entière au cours de laquelle les deux peuples français et tunisien ont appris à se connaître et à se témoigner une confiance réciproque... les deux races ont ainsi, simultanément et dans la plus grande harmonie concouru au réveil de la Tunisie, grâce à l'activité inlassable et aux efforts qu'elles n'ont cessé de déployer ».

En contrepartie, la proclamation recommande aux Tunisiens de « ne pas se départir de leur digne attitude de loyauté et de calme » notamment après l'entrée en guerre de la Turquie qui fut le résultat des « basses intrigues allemandes auprès de certains dirigeants du Gouvernement ottoman ». Cet événement qui n'aura, d'après la proclamation, aucune conséquence sur l'attitude de la France envers les musulmans, ne devrait pas non plus influencer sur celle des Tunisiens qui « continueront à suivre la voie de leurs intérêts pour bénéficier de leur part des bienfaits dont jouit la Tunisie sous l'égide de la France » et qui ne prêteront point l'oreille « aux nouvelles mensongères et resteront calmes, confiants dans la victoire certaine de la France, de ses Alliés et de ses protégés, et respectueux de l'autorité des lois ».

Il est évident qu'à cette époque nous assistons à une accélération du processus d'engagement de M'hamed Belkhodja aux côtés de la propagande française, ce qui consommera définitivement la rupture avec les autres jeunes Tunisiens engagés à la même époque dans une propagande germano-turque dirigée surtout vers les populations de l'Afrique du nord et spécialement vers la Tunisie⁵⁵. Cette propagande prendra une grande ampleur en 1917 surtout, servie en cela par les grands bouleversements sur la scène politique internationale, notamment l'entrée en guerre des Etats Unis, la Révolution bolchevique en Russie, et la déclaration en 14 points

⁵⁵ - « Proclamation de S.A. le Bey : A tous nos sujets », publiée dans le *Journal Officiel Tunisien* du 14 novembre 1914.

⁵⁶ - Cf. par exemple la brochure intitulée : « Preuves des atrocités françaises en Tunisie et en Algérie » (en arabe) signée Salah chérif et Ismaïl Sfaïhi (sans date ni lieu de publication), rééditée dans *Rawafid* N° 4, 1998, p.p. 233-251.

du président Wilson. A partir de cette année, l'activité politique des jeunes Tunisiens séjournant en Europe va insister sur l'indépendance de l'Afrique du Nord⁵⁷, et la *Revue du Maghreb* sera le porte-parole d'une élite désenchantée qui, ne croyant plus à la politique d'association, prônait désormais des méthodes d'action qui n'excluaient point le recours à la violence contre un régime d'oppression coloniale responsable selon elle de tous les maux des peuples du Maghreb⁵⁸.

Les autorités coloniales, qui prendront toutes les précautions pour éviter tout risque de rébellion en renforçant leur contrôle policier et militaire sur les milieux nationalistes et dans les zones sensibles surtout au sud, ne vont pas négliger de contrecarrer cette activité par une contre propagande qui essaiera d'insister sur le « caractère mensonger » de la propagande germano-turque et de démontrer les « acquis » du protectorat et les « bienfaits » de la collaboration franco-tunisienne. Pour cette mission elles se tourneront encore une fois vers M'hamed Belkhodja considérant qu'il était le mieux placé pour réussir cette « noble mission »; il déploiera un tel zèle qu'il engagea une polémique passionnée, mais à visage couvert, avec ses ex-compagnons de route, les jeunes Tunisiens installés en Europe et en Turquie. Ainsi il publiera, grâce aux soins de l'administration du protectorat, un pamphlet anonyme dirigé contre les plus dangereux propagandistes anti-français, à savoir Salah Chérif⁵⁹ et Ali bach Hamba où il accusera le premier, quoique de manière déguisée, d'homosexualité et de démence héréditaire, et le second de détournements de fonds de la "Croix Rouge"⁶⁰.

Mais pour les autorités françaises l'enjeu dépassait en réalité le cadre de la Tunisie ; M'hamed Belkhodja devait être investi d'une autre mission. C'est ainsi qu'il fut envoyé en mission spéciale auprès du Sultan du Maroc, en 1917, dans le

⁵⁷ Cf. à propos de cet aspect du nationalisme tunisien l'article de feu Hamadi Sahli : « l'activité des nationalistes Tunisiens à l'étranger durant la première Guerre Mondiale » (en arabe), dans la *Revue d'Histoire Maghrébine*, n° 33-34, juin 1984, pp.181-192.

⁵⁸ - Cf. Brondino, Michel : « Le pouvoir colonial et l'élite des réformistes : le cas de la revue du Maghreb », in *Elites et pouvoir dans le monde arabe pendant la période moderne et contemporaine*, Actes du congrès d'histoire organisé à Tunis du 4 au 9 décembre 1989 par l'Université de Tunis et le CERES, série histoire, n°5, Tunis 1992, pp.31-42.

⁵⁹ -En effet Salah Chérif était considéré par les autorités françaises comme le propagandiste anti-français le plus actif et le plus dangereux; au cours de cette période Goldstein a recensé au total 9 brochures rédigées par lui, parfois conjointement avec I. Sfaihi, cf. la liste complète avec mention des différentes versions dans *Libération ou annexion... Op. cit.*, p.p.272-273

cadre de cette même propagande française. En effet, ayant accumulé les échecs militaires, la France se trouvait à cette période précise de la guerre dans une situation qui donnait aux anti-français toutes les raisons d'espérer sa défaite imminente. L'effort de guerre laissait en même temps les possessions française à découvert, ce qui, ajouté à une propagande germano-turque de plus en plus active, pouvait alimenter les craintes d'une action contre la souveraineté française. Cette situation était spécialement dangereuse au Maroc où, trop confiantes dans la politique de Lyautey qui consistait, plus qu'en Tunisie, à « gouverner par les autochtones », les autorités françaises ressentaient, dès le début de la guerre, le besoin d'un renforcement de leur propagande dans l'empire chérifien, surtout auprès du Sultan Moulay Youssef. C'est précisément le moment que choisit Salah Chérif pour adresser une « lettre ouverte » au sultan l'invitant à chasser les Français de son royaume en essayant de le convaincre de l'impuissance française à résister à une révolution suite aux revers essayés par ses armées en France même. C'est dans ce contexte bien précis que M'hamed Belkhodja fut dépêché en août 1917 auprès de Moulay Youssef, en sa qualité « d'envoyé de Son Altesse le Bey », dans le but de solliciter son loyalisme. Le succès de sa mission lui valut les félicitations du maréchal Lyautey lui-même⁶¹.

Comme Directeur du protocole, M'hamed Belkhodja était appelé à assurer la prépondérance de l'influence française, non seulement auprès du Bey, mais également auprès des princes de la famille husseinite et dans l'entourage immédiat du Bey. Cette mission le mettra en conflit avec certains intérêts qui, voulant profiter du contexte difficile de la guerre, agissaient d'une manière que les autorités du protectorat avaient jugées contraires à la souveraineté française. Ceci donna lieu à un jeu d'intrigues au sein de la Cour beylicale qui avait pour objectif, selon la Résidence Générale, « d'ébranler le crédit et de ruiner le prestige que le Bey a toujours mis au service de la France ». Elles auraient pris la forme d'un plan qui consistait à syndiquer les princes contre le Bey, en profitant de leur situation

⁶⁰ -Anonyme: « Tunisie et Maroc: propos d'un Tunisien et d'un Marocain », Paris, sans date, vers 1917 », cité par Goldstein, *Libération ou annexion...* Op. cit., p. 266.

⁶¹ -Cf. Archives du ministère des Affaires Etrangères, série I, carton 14, dossier 1, f.40 : « renseignements produits à l'appui d'une proposition tendant à une nomination dans l'Ordre National de la Légion d'Honneur ».

pécuniaire très difficile. Ces intrigues fomentées probablement par le Premier Ministre Taïeb Djellouli, étaient contrecarrées par l'influence du Directeur du protocole, M'hamed Bel Khodja, « ménagé par une promotion dans la Légion d'Honneur »⁶².

L'intérêt qu'eurent les autorités du protectorat pour les affaires de la Cour ne relevait pas seulement d'une politique de circonstance, mais répondait à un véritable besoin de tout contrôler à l'intérieur du palais beylical. Ceci va décider ces autorités à mettre au point une politique de longue haleine pour circonscrire toute hostilité dans l'entourage du Bey et au sein de la famille régnante. Pour ce faire elles possédaient un moyen de pression qui a toujours fait ses preuves dans de pareilles circonstances, à savoir le contrôle de la liste civile du Bey. C'est en 1916, c'est à dire en pleine crise entre le Bey et les princes, que la Résidence poussera le directeur du protocole, misant ainsi sur la confiance dont il jouissait auprès du Bey, à présenter un projet de réforme de la liste civile qui répondait parfaitement aux attentes de l'administration coloniale et permettait un contrôle plus efficace sur les princes de la famille husseinite⁶³. Ainsi, quoique courtois, le rapport qu'il établit à cet effet constitua un réquisitoire contre la politique de dépenses du Bey Mohamed Ennacer inquiet de cette volonté des autorités de limiter les dépenses de la Cour et d'assujettir ses finances à un contrôle budgétaire plus ou moins strict, il y vit, ainsi que les autres princes, une tentative pour réduire leurs moyens d'action et de vie, et considéra cette tentative comme une ingratitude de la part de ces mêmes autorités après les manifestations sincères de loyalisme de la famille husseinite.

Le rapport de M'hamed Belkhodja met l'accent sur la nécessité pour le Bey de limiter ses dépenses en annulant une grande partie des subsides qu'il avait l'habitude de consacrer à son entourage et aux pauvres sous le prétexte que "sur 438 agents de tous ordres une bonne moitié ne sont d'aucune utilité pour la couronne ». Tout en flattant la générosité du Bey, l'auteur du rapport s'attelle à le convaincre d'assujettir sa comptabilité à un contrôle régulier et le met en garde contre "certains agents du

⁶² - *Libération ou annexion... Op. cit.*, p.131

⁶³ -il n'est pas exclu que cet épisode avait contribué à la disgrâce de M'hamed Belkhodja dans les premiers jours du règne de Moncef Bey qui était à l'époque, comme tous les princes, très sensible à cette question du budget de la liste civile, bien qu'on donne souvent une explication purement politique à ce geste.

Palais encouragés par des protecteurs intéressés, qui ne manqueraient pas de créer des obstacles ou de conseiller à Votre Altesse de ne pas assujettir votre liste civile à un contrôle budgétaire. Mais on a le ferme espoir que dans sa haute sagesse, Votre Altesse repoussera les conseils de cette nature et donnera suite au projet de réformes qu'elle a spontanément décidées, en vue de l'assainissement du palais beylical" ⁶⁴.

M'hamed Belkhdja était en effet devenu "le représentant le plus sûr" du gouvernement à la cour⁶⁵. Le zèle qu'il manifesta à défendre les positions françaises et son prosélytisme plus ou moins désintéressé le rendirent indispensable à l'appareil de propagande française en temps de guerre comme en temps de paix. Il était en effet le mieux placé pour servir cette propagande et pour lui donner une certaine crédibilité vu son appartenance passée à la mouvance réformiste, ses origines sociales respectables et la bonne réputation dont il jouissait en dehors de la Régence mais M'hamed Belkhdja était en même temps, comme il aimait le répéter, un « fidèle serviteur de la dynastie husseinite » à qui il continuera de consacrer une grande partie de son activité intellectuelle. Mais la nécessité de prouver son loyalisme à deux pouvoirs, donc à deux sortes de légitimité à la fois, rendait cette situation particulièrement délicate. M'hamed Belkhdja conserva en effet cette ambivalence entre deux mondes que seules les apparences mettaient en symbiose : un monde réel qui monopolise la puissance réelle, se prévalant d'une certaine rationalité politique et administrative et prétendant être le seul à juger de l'opportunité des réformes mais conservant en même temps sa nature hégémonique, et un autre monde symbolique, ne conservant que les symboles de la puissance archaïque, vivant en autarcie et dépendant des autorités du protectorat jusque dans ses besoins les plus pressants. Or cette ambivalence reste plutôt empirique pour M'hamed Belkhdja qui a compris les exigences de chaque pouvoir et s'est donc mis dans une situation confortable par rapport à leurs attentes ; c'est ainsi qu'il a permis au premier des réalisations concrètes plus en rapport avec la nature de ses

⁶⁴ -Archives Nationales, série F, carton1, dossier 1, sous-dossier 18, document 41, *Rapport du directeur du protocole M'hamed Ben El Khodja sur le budget de la liste civile de 1916*.

⁶⁵ -Cf. Archives du ministère des Affaires Etrangères, série2, carton 14, rapport du Résident Général G. Alapetite en date du 30/11/1917, cité par Goldstein, *Libération ou annexion... Op. cit.*, p.132.

sollicitations, tandis qu'il a su procurer au second l'illusion d'exister encore. Et en contrepartie les deux univers lui procurèrent autorité et prestige ;

2- stratégie individuelle, ou stratégie de groupe : la « trahison » de l'héritage réformiste.

Toutefois, il est peu probable que M'hamed Belkhodja ait trouvé son comportement contradictoire, car loin de donner la preuve d'une quelconque rupture, sa carrière rend plutôt compte d'une parfaite continuité. S'agissait-il alors d'une stratégie individuelle qui n'engageait que la personne de M'hamed Belkhodja ? il est certain que ce personnage avait servi d'exemple à d'autres anciens jeunes Tunisiens qui épousèrent une trajectoire plus ou moins similaire. Ainsi, toutes proportions gardées, Khairallah Ben Mustapha⁶⁶ et plus tard Sadok Zmerli, après avoir tous les deux appartenu à la même mouvance réformiste se sont vus confier des missions plus ou moins semblables à celles dont fut chargé M'hamed Belkhodja, notamment celle de diriger le service du protocole du Bey. Il est à noter également que les trois hommes ont eu pratiquement le même comportement ambivalent entre les deux types de légitimité, même en tenant compte des particularités des contextes dans lesquels ils eurent à exercer leurs fonctions. C'est ce qui explique la solidarité qu'ils manifestaient les uns pour les autres⁶⁷ ; ainsi Sadok Zmerli, considéré à tort ou à raison comme un nationaliste pur et dur⁶⁸, exprimait-il son amertume vis-à-vis du sort réservé par Moncef Bey à M'hamed Belkhodja dans des termes qui font

⁶⁶ - cf. à propos de Khairallah Ben Mostafa l'article de Hamadi Sahli : « Khairallah Ben Mostafa, premier président de l'association des anciens élèves du collège Sadiki » (en arabe), dans *Al-Majallah Assadikiyya*, numéro spécial à l'occasion des 90 ans de l'association des anciens élèves du collège Sadiki, p.p. 38-46. Cf. aussi l'article de Mohamed Dabbab : « A propos de Khairallah Ben Mostafa, premier président de l'association des anciens élèves du collège Sadiki » (en arabe), dans *Al-Majallah Assadikiyya*, n° 4, décembre 1996, p.p. 84-87.

⁶⁷ - Est-il nécessaire, sans tomber dans aucun déterminisme, d'insister aussi sur l'appartenance des trois hommes à des familles d'origine turque et hanéfite ? nous croyons que cette frange de la société *beldi* de Tunis a toujours su jouer le rôle d'intermédiaire entre les différents groupes sociaux en concurrence, d'où cette « prédisposition » pour les fonctions qui exigeraient un certain don diplomatique.

⁶⁸ - Sadok Zmerli a été parmi les jeunes Tunisiens éloignés par les autorités coloniales au lendemain des événements du tramway au printemps 1912 (Cf. Ayadi, Taoufik, *Mouvement réformiste et mouvements populaires en Tunisie: 1906-1912*, P.U.T., Tunis 1986.), sa nomination comme Directeur du Protocole de Moncef Bey qui est souvent interprétée comme une affirmation de l'autorité du « Bey nationaliste », mais qui n'aurait pas été possible sans l'accord des autorités du Protectorat, révèle, d'après ce que nous croyons, la nature de l'évolution qui s'opéra depuis les lointains événements de 1912, dans la pensée

ressortir l'extrême indulgence avec lequel certains jeunes Tunisiens « des temps heureux » considéraient encore M'hamed Belkhdja⁶⁹.

S'agissait-il alors d'un comportement adopté de manière quasi identique par les représentants les plus en vue du courant traditionaliste des jeunes Tunisiens ? nous avons en fait toutes les raisons de le croire, car, mises à part les particularités de chacun, nous avons en effet la même stratégie, celle d'un courant qui appartiendrait au même horizon socioculturel, celui de Sadiki qui, avec Khereddine, comme après lui, propagera cet esprit de conciliation entre deux univers civilisationnels, mais aussi celui d'un milieu social très en relation avec le pouvoir et non disposé à perdre son statut d'intermédiaire entre l'autorité coloniale et les populations tunisiennes.

Que resterait-il donc de l'héritage réformiste ? rien ou presque car, à force de bannir les méthodes d'action plus ou moins extrémistes, et d'éviter tout ce qui pourrait prêter le flanc à la contestation, cette mouvance est vite tombée dans un collaborationnisme ouvert qui prendra encore forme dans le parti réformiste au début des années vingt. L'héritage de Khéreddine s'évanouit donc rapidement dans les considérations « réalistes » d'une catégorie de personnes qui confondait ses idées sur l'évolutionnisme et ses propres intérêts. C'est ce qu'on pourrait dire par exemple de l'attitude de Khairallah Ben mostapha en 1922 lors de la crise qui avait secoué la famille beylicale⁷⁰. Sa collaboration avec la Résidence, à l'occasion de l'affaire de la délégation du Destour, fut une trahison de l'esprit même de Khéreddine qui considérait la proclamation d'une constitution comme une priorité de l'esprit réformiste⁷¹.

politique de Sadok Zmerli. Ses écrits (cf. *Figures tunisiennes, op. cit.*) nous révèlent en effet certaines indications sur cette évolution.

⁶⁹-« Il est vraiment navrant que les derniers jours de cet homme très distingué, premier dignitaire du Royaume, aient été assombris par une disgrâce imméritée et imprévisible, et qu'on ait infligé à ce loyal et irréprochable serviteur de la dynastie, la plus cruelle épreuve de sa vie... Telle a été la fin poignante et stoïque, de ce grand clerc, courageux et lucide qui a bien mérité de la Tunisie ». *Figures tunisiennes, op.cit.* p. 226.

⁷⁰ -Cf. à ce propos : Amira Aleya sghaier, « la famille husseinite et la crise d'avril 1922 », dans *Rawafid*, N° 3, 1997, p.p.51-73.

⁷¹ -Cf. à ce propos ses rapports à Gabriel Puaux, à l'époque secrétaire général du Gouvernement où cette trahison de l'héritage réformiste paraît évidente : Fonds du ministère des Affaires Etrangères, Papiers Puaux, carton 6, dossier1, f. 28, rapport en date du 1/7/1920.

Fut-ce une réaction pragmatique à l'échec des tentatives de déstabilisation du régime colonial, entamé une première fois en 1912 par le courant dur de la mouvance jeunes Tunisiens ? Il est certain qu'en rejetant les solutions dites extrêmes, M'hamed Belkhodja répondait parfaitement, et de la manière la plus conforme avec ses convictions politiques et ses origines socioculturelles, aux nécessités du réalisme politique. C'est pour cette raison qu'il sera sollicité, à partir de 1919, pour servir la même politique dans un cadre tout à fait nouveau : celui des caïdats. Et bien que Sadok Zmerli considéra, indirectement, cette nomination comme une disgrâce⁷², il nous semble qu'avec les changements intervenus dans les colonies françaises au lendemain de la guerre et les premières manifestations d'un nationalisme de genre nouveau, M'hamed Belkhodja était tout désigné pour exercer une fonction où on lui demandait d'exercer un contrôle strict sur ses coreligionnaires, et de créer les conditions favorables à la poursuite de la politique indigène qui prenait, avec l'arrivée de Flandin à la Résidence Générale, le sens d'une mise en valeur à outrance du protectorat tunisien. Encore une fois, il s'agissait, contrairement à l'opinion de Sadok Zmerli, d'une continuité car c'est aux caïdats, au pays réel par excellence, qu'on avait maintenant besoin de ses services. Et même si cette nomination l'éloignait de Tunis et ne lui offrait en contrepartie aucun privilège dont il ne bénéficiait auparavant, elle lui permettra de mettre son loyalisme à l'épreuve, et lui donner l'occasion de continuer son combat contre les ennemis de la souveraineté française. En effet, les postes où il exerça les fonctions de caïd, surtout celui de Gabès où il fut nommé en premier en 1919 et celui de Bizerte, étaient considérés comme des foyers de l'agitation anti-française.

⁷² « Arrivée l'année, 1919, durant laquelle quelques changements s'étant produits dans la haute administration, le Général M'hamed Belkhodja devra quitter le protocole pour occuper la charge de gouverneur de Gabès. Cette nomination, à laquelle il ne devait pas s'attendre, étant donné les éminents services rendus, consacrés par tant d'honneurs et de titres, ne semble avoir entamé en rien son robuste optimisme, ni influé si peu que ce soit sur ses facultés promptes à s'adapter à toutes les situations » *Figures tunisiennes*, op.cit. p.223.

3- Dans les caïdats.

C'est surtout à Bizerte où il passa la grande partie de sa carrière caïdale que l'action de M'hamed Belkhodja brilla par son efficacité ; à la fois percepteur d'impôt et représentant du Gouvernement il va en effet donner la preuve d'un loyalisme qui faisait peu cas de l'avis de ses coreligionnaires.

Un rapport émanant de lui nous renseigne sur ses méthodes d'action et le sérieux avec lequel il envisageait sa nouvelle mission. Après un rappel de l'état d'esprit des populations du caïdat et de l'évolution générale du mouvement nationaliste qui « touchait à sa fin » selon ses propos, il demande aux autorités de contrôle de prendre acte de ses efforts dans le domaine de la lutte anti-nationaliste : « Qu'il me soit permis seulement de rappeler ici qu'à mon entrée au caïdat le nombre des membres actifs du Destour dépassait trois mille. J'ai la satisfaction de vous dire qu'à ce moment, la région de Bizerte compte à peine 100 destouriens. Alors que le caïdat comptait au commencement de 1925 dix-huit sections destouriennes, il n'en compte plus aujourd'hui que deux : Bizerte et Ras El Djebel ... je dois à la vérité de dire que l'agonie du Destour à Bizerte est due en grande partie aux dispositions salutaires des décrets de janvier 1926. Mais l'action active du caïdat est pour beaucoup dans cette déchéance qui finirait par être complète dans un avenir plus ou moins prochain. »⁷³. Cette action énergique lui vaudra une violente campagne de presse nationaliste⁷⁴ ; parallèlement, des plaintes pour abus de pouvoir affluaient contre lui mais les autorités coloniales, par complaisance envers un caïd loyal, ne leur donnèrent aucune suite. Il s'agit en effet de la période où Lucien Saint dirigeait les affaires du pays avec une main de fer, remettant en selle l'ancienne politique indigène avec son corollaire d'abus et de souffrances. Ce retour aux anciennes méthodes était la conséquence inéluctable de la volonté de faire face à l'action nationaliste qui avait connu en 1925 son plus haut niveau avec l'épisode de la C.G.T.T. C'est dans ce contexte précis que M'hamed

⁷³ -Archives Nationales, série A, carton 26, dossier1, sou-dossier 3, document 172 : *le caïd gouverneur de Bizerte à Monsieur le Contrôleur Civil, juin 1927.*

Belkhodja fut dépêché à Bizerte qui connut une activité nationaliste et syndicaliste sans précédent. Il sera de ces caïds qui demanderont des moyens supplémentaires pour faire face à « l'activité séditeuse des énerguènes destouriens », appelant les autorités à plus de fermeté et de détermination face à une situation jugée dangereuse, et pour la souveraineté française, et pour leur propre autorité. Il sera aussi de ceux qui salueront les décrets scélérats, affichant sa satisfaction de voir rapidement les « résultats satisfaisants » de ces dispositions et encourageant les autorités à persévérer dans cette voie et leur donnant la garantie que, de son côté, il ne faiblira point devant les campagnes de dénigrement nationalistes : « Je sais que mon attitude ferme vis à vis du Destour était contre ma popularité personnelle ici et à Tunis où certains nationalistes, pour se venger de moi, m'attaquèrent violemment et injustement dans certaine presse anti-française ; mais cela ne m'a point détourné de ma ligne de conduite qui consiste à servir toujours avec un loyalisme sincère le Gouvernement du Protectorat au service duquel je travaille depuis quarante ans »⁷⁵.

Les autorités lui seront reconnaissantes de ses efforts. Des rapports établis par les autorités de contrôle nous renseignent sur sa méthode de travail et son loyalisme sans faille qui n'est pas sans lui attirer des animosités de toutes sortes. Ainsi, enquêtant sur les méfaits que des lettres anonymes et des plaintes reprochaient au caïd Belkhodja, le contrôleur civil de Bizerte assura au Résident Général qu'il n'avait jamais retenu contre lui un fait répréhensible, louant son sérieux et l'exercice consciencieux de ses fonctions, tout en reconnaissant qu'il avait un caractère difficile : « il est certes un peu sévère, ne soigne pas sa popularité, vit retiré, d'une façon modeste, dans sa famille et ne fréquente aucun Bizertin.

Il s'est montré énergique dans la lutte qu'il a mené contre le Destour, dont l'action se faisait sentir dans les bureaux même du caïdat et a écarté peu à peu les intrigants et les inutilités qui se donnaient l'air d'y jouer des rôles de premier plan.

⁷⁴ -Cf. par exemple *Tunis-socialiste* du 18 et du 21 février 1927.

⁷⁵ -*Idem.* Annotant le rapport, le Contrôleur civil écrivit notamment : « je suis heureux de rendre hommage à l'action persévérante et intelligente du Général Bel Khodja à qui sont dus en majeure partie les résultats signalés... je serais heureux que le gouvernement voulut bien le lui dire et lui en manifester sa satisfaction ».

Cette façon de faire ne lui a pas créé des amitiés, elle n'a pas non plus suffi à lui faire sa réputation; mais elle explique à mon avis que soigneusement alimentée par ses ennemis de Tunis, cette réputation dure encore aujourd'hui et serve de base à des dénonciations comme celles qui font l'objet de ce rapport... »⁷⁶.

Appelant les autorités supérieures à plus de mansuétude à l'égard des fidèles serviteurs de la souveraineté française, le même Contrôleur Civil écrivit dans un autre rapport : « ...Ces critiques glissent sur une cuirasse d'indifférence que 34 années de service n'ont pas entamé, mais lorsqu'elles tombent sur les épaules d'un caïd comme le général Bel Khodja, elles peuvent provoquer le découragement et faire de lui un fonctionnaire craintif, fuyant toute initiative et toutes responsabilités. Il est en somme facile d'être bien avec tout le monde et les exemples ne manquent pas de véritables incapables au point de vue administratif qui réussissent à se maintenir et dont le secret consiste à ne rien faire et à sourire. Si le Gouvernement veut compter sur ses agents, il faut en revanche que ceux-ci comptent aussi qu'ils seront défendus par lui, lorsqu'ils sont injustement attaqués »⁷⁷.

Mais, malgré la satisfaction des autorités du protectorat, il ne semble pas que M'hamed Belkhodja ait apprécié que l'administration « l'oublia » quinze années entières dans les caïdats. Car, même si la fonction caïdale était synonyme d'autorité, elle était loin de lui procurer un prestige supplémentaire. Sa nomination dans les caïdats « l'éloignait de Tunis », c'est-à-dire du centre d'activité et politique et littéraire, lui imposait une certaine solitude et faisait de lui un simple exécutant des ordres de « Monsieur le Contrôleur » ce qui n'était pas glorieux pour quelqu'un comme lui, habitué à prendre des initiatives de son propre chef. Cette situation engendra chez lui une certaine tendance à vouloir quitter le plus rapidement possible les caïdats ; il se gardera toutefois de faire paraître le moindre signe de contestation ou d'empressement, de peur que ceci ne prenne la signification d'une insubordination. Les rapports des autorités de contrôle ont révélé une tendance de M'hamed Belkhodja à ne rien faire pour soigner sa réputation de caïd sévère et la

⁷⁶ -Archives Nationales, série A, carton 26, dossier 1, sous-dossier 3, document 172, *Le Contrôleur Civil de Bizerte au Résident Général*, en date du 21 janvier 1927.

solitude dans laquelle il vivait, ne fréquentant pour ainsi dire aucun de ses coreligionnaires. Son dossier administratif ne révèle aucune requête présentée aux autorités pour ajourner sa mise à la retraite⁷⁸ qui interviendra en mars 1934, c'est à dire à une époque où son concours était très précieux pour les autorités eu égard aux développements sur la scène politique tunisienne.

Parallèlement à cette attitude il revint à ses occupations proprement intellectuelles⁷⁹ et essaya de demeurer en contact avec la Cour beylicale. Mais son éloignement de Tunis et la perte de ses appuis à la Cour où il avait laissé une réputation plus ou moins mitigée, rendait sa tâche particulièrement difficile. A cet effet il va exploiter ses connaissances de l'histoire husseinite et son expérience dans les affaires protocolaires pour demeurer en liaison avec le monde de la Cour pour qui il avait une certaine nostalgie.

C'est ainsi qu'il continua à s'occuper du protocole beylical en sa qualité de membre de la Commission de Préséances. Le procès-verbal de la première réunion de la dite commission révèle une volonté on ne peut plus évidente de M'hamed Belkhdja de continuer à jouir de son ordre protocolaire lors des grandes réceptions et ainsi de continuer à faire valoir son statut de dignitaire. Rejetant les changements apparus depuis son départ pour les caïdats dans le protocole husseinite, Belkhdja insista alors sur la nécessité de respecter les traditions protocolaires lors des fêtes musulmanes, traditions qui lui permettaient de par de son statut de Général au titre civil le plus ancien dans le titre, de se tenir le plus près du Bey lors des fêtes musulmanes⁸⁰.

⁷⁷ - Archives Nationales, série A, carton 26, dossier 1, sous-dossier 3, document 172, *Le Contrôleur Civil de Bizerte au Résident Général*, en date du 28 février 1927.

⁷⁸ - Ce qui révèle un comportement peu commun puisque, considérant toujours leur mise à la retraite comme une disgrâce, les caïds essayaient toujours de se maintenir dans cette fonction qui leur procurait autorité et prestige (cf. notre article sur Zouari, Op. cit.).

⁷⁹ - Cf. par exemple « sa relation sur les événements qui précédèrent la signature du traité du protectorat envoyé à Lucien saint: offre de services, ou rappel de compétences? »

⁸⁰ - Archives Nationales, série F, carton 10, dossier 3, document 179 : Procès-verbal de la première réunion de la Commission de Préséances tenue au Dar El Bey, sous la présidence de SE le Premier Ministre, le 15 mai 1929.

Il continuera à jouir de ce prestige prouvant que son rang dans la hiérarchie de la Cour était aussi indispensable pour l'entretien de son statut social que ses fonctions officielles.

Conclusion :

La carrière administrative de M'hamed Bel Khodja, tout comme son parcours intellectuel, nous permet de saisir une personnalité peu commune. Jeune Tunisien de la première heure, intellectuel et érudit confirmé, son itinéraire résume les avatars d'une pensée partagée par bon nombre de personnes ayant appartenu à l'élite évolutionniste qui, makhzénisée et comblée d'honneurs, servit avec conviction le régime colonial et sa politique indigène⁸¹. Après une expérience associative très féconde où il fit valoir ses convictions réformistes, son parcours connu, surtout à la veille de la première guerre mondiale, une nette évolution vers un comportement de plus en plus en rupture avec les convictions réformistes qu'il ne cessait auparavant d'affirmer. Son principal souci sera désormais de légitimer le pouvoir en place et de réprimer, par ses écrits comme par sa pratique administrative, toutes les contestations qui se sont faites jour ; mais s'il sut conserver sa réputation de serviteur loyal du Protectorat, il perdit à la fin de sa vie son rang de haut dignitaire de la cour⁸² ; c'est que M'hamed Belkhodja qui maintenait un équilibre presque parfait entre son loyalisme à la famille husseinite et sa collaboration à l'œuvre du protectorat français en Tunisie, perdit, par le concours de nouvelles circonstances, cette capacité. Il s'agit certes d'une stratégie individuelle face à deux sortes de pouvoir, l'un réel et prépondérant, l'autre symbolique et en décomposition, mais qui prend en compte la nature de la culture politique d'une frange non négligeable de

⁸¹ - Cf. l'opinion très critique de Fadhel Ben Achour qui, bien que louant le génie littéraire de M'hamed Belkhodja, l'accuse pourtant d'avoir servi par ses écrits la politique coloniale et sa propagande mensongère. Ben Achour, Mohamed El-Fadhel: *Al Haraka-l-Adabiyya wal-Fikriyya Fi Tunis* (Le mouvement littéraire et intellectuel en Tunisie), MTE, 1983, 3^{ème} édition, p.p. 92-93.

⁸² - L'épisode qui mit fin à ses attaches avec la cour démontre le degré de suspicion où il était maintenu par certains membres de la famille husseinite. En fait cette disgrâce intervenait dans un contexte particulier, celui de la deuxième guerre mondiale qui a vu monter sur le trône le Bey Moncef qui, voulant profiter de l'affaiblissement de la souveraineté française en Tunisie, affichait sa détermination à gouverner et non seulement à régner. L'attitude peu enthousiaste de M'hamed Belkhodja à l'égard de cette accession au « pouvoir » et qui semblait douter du loyalisme de Moncef Bey à l'égard de la nation protectrice (Selon un témoignage de Monsieur Ahmed Djellouli que nous remercions pour le temps qu'il a voulu nous consacrer) et paraissait prédire des changements que son intellect refusait d'accepter, démontre que ses sentiments allaient plutôt du côté français.

cette élite de la fin du siècle. M'hamed Belkhodja appartenait effet à une élite qui, de par ses origines ethno-sociales comme de par sa formation intellectuelle, était la plus disposée à jouer ce rôle de médiation entre les gouverneurs et les gouvernés, quelque soit le contexte où s'exerçait cette médiation, et de manifester un loyalisme qui se confondait la plupart du temps avec un collaborationnisme franc avec la prépondérance coloniale. M'hamed Belkhodja qui est représentatif de cette élite et de cette culture, présente néanmoins un parcours original ; il avait en effet su sortir du cancre social où une certaine tradition familiale aurait pu le confiner, donnant ainsi la preuve d'une certaine audace intellectuelle. C'est en somme un parcours peu commun, mais qui était révélateur d'une morale socio-politique qui engageait une génération de l'intelligentsia tunisienne déchirée entre ses idées réformistes et les nécessités d'une nouvelle réalité politique qui ne menaçait nullement son statut social.